

Une zone industrielle de pointe, au service de l'industrialisation togolaise



PIA
PLATEFORME INDUSTRIELLE D'ASSEMBLAGE
— TOGO —
www.pia-togo.com



Volte
PRATIQUE POUR L'ÉCOLE
No d'été plus vite, ditte Volte

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300Fcfa

Journal des entrepreneurs

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



Société financière internationale

UN BURUNDAIS NOMMÉ DIRECTEUR RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Page 3

Millenium Challenge Corporation (MCC)

Le Togo valide 14 indicateurs sur 20 pour 2023

Le Togo a validé 14 indicateurs sur 20, c'est ce que révèle la carte...

Page 4

COP27

La BOAD présente au Pavillon West Africa

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), a annoncé le 4 nov 2022...

Page 3

17ème Foire Internationale de Lomé

Kodzo ADEDZE constate l'état d'avancement des travaux

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, ...

Page 4



Olivier Buyoya
directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest

Page 7

RGPH-5

Le bien-fondé du recensement



LES MERCREDIS DU FISC
Tous les 1^{er} mercredi du mois à partir de 10h30
Canal OTR
Office Togolais des Recettes-OTR

Le Forfait Internet conçu pour toi!

Plus de mégas pour rester connecté tout le temps.



1 Composez *909#
2 Sélectionnez 1- Ça C'est Moi
3 Sélectionnez Internet
4 Choisissez le forfait fait pour vous

togocom.tg
Avancer. Pour vous. Pour tous.



Erosion côtière**Les grands travaux de protection de la côte transfrontalière Togo- Bénin lancés**

Le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, a officiellement lancé le 3 novembre 2022 à Aného, localité située à 35 km au sud-est de Lomé, les grands travaux transfrontaliers de protection de la côte Togo-Bénin.

● **Eyram AKAKPO**

La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du ministre de l'environnement et des ressources forestières Foli-Bazi Katari et son homologue béninois José Tonato. Était également présent, le responsable des Opérations de la Banque mondiale au Togo, Fily Sissoko. L'objectif de ce projet financé par la Banque mondiale est de renforcer la résilience des communautés et permettre aux deux pays d'être moins exposés aux risques d'érosion, d'inondations et à la pollution. Selon le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé, ce lancement des travaux du WACA (Programme de gestion du littoral ouest-africain) pour la protection de la côte entre Agbodrafo (Togo) et Grand Popo (Bénin), est une belle action qui réconcilie les populations du littoral à la mer. « Nous serons exigeants quant



au respect de la qualité et du délai des travaux qui dureront 19 mois », prévient la Cheffe du gouvernement. L'ensemble des travaux vont coûter au deux pays 63,48 millions d'euros TTC, soit 41,6 milliards FCFA, dont 12,49 pour le Togo et 29,14 pour le Bénin. « Les travaux d'investissements que nous lançons, vont permettre aux populations de retrouver la jouissance des ressources que leur apportait la mer et qui constituaient leur principale source de revenus », a déclaré Fily Sissoko,

de la Banque mondiale. Avec ces travaux, 90% des côtes togolaises seront protégées. Conformément aux ambitions de la feuille de route, l'objectif du gouvernement est de protéger 100% des côtes d'ici 2025. Le programme WACA a été développé en partenariat avec les populations d'Afrique de l'Ouest qui vivent sur la côte et en dépendent pour leurs moyens de subsistance, leur nutrition, leur sécurité alimentaire et leur prospérité. Le programme

appuie les efforts déployés par les pays pour améliorer la gestion de leurs ressources côtières communes et réduire les risques naturels et anthropiques auxquels sont exposés les communautés côtières. WACA stimule le transfert de connaissances, encourage le dialogue politique entre les pays et mobilise des financements publics et privés pour lutter contre l'érosion côtière, les inondations, la pollution et l'adaptation au changement climatique. Le programme WACA

se compose de projets nationaux, d'activités d'intégration régionale et de soutien, et d'une plate-forme WACA en tant que mécanisme permettant d'élargir les connaissances, le dialogue et le financement. Pour le maire de la com-

mune Lacs 1, les travaux menés par le Néerlandais Boskalis BV, doivent réconcilier les communautés riveraines avec la mer, en protégeant de l'érosion, le segment de côte transfrontalier allant d'Agbodrafo au Togo à Grand Popo au Bénin.

Pêche dans le Golfe de Guinée**Fructueux échanges entre Edem Tengué en son homologue du Ghana**

Le ministre togolais de l'Economie maritime, de la pêche et de la protection côtière, Kokou Edem Tengue, a accueilli le 2 novembre 2022 à Lomé, la ministre de la Pêche et du développement de l'aquaculture du Ghana, Mavis Hawa Koomson.

● **Ilona E.**



Cette rencontre entre Edem Kokou Tengué et son homologue Mavis Hawa Koomson, qui rentre dans le cadre d'une visite de travail, a pour objectif de renforcer la coopération bilatérale entre le Ghana et le Togo, dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture. D'importants sujets d'intérêt commun ont meublé les échanges entre les deux personnalités notamment la perspective d'instauration d'une période de repos

biologique sous régional incluant tous les pays du CPO, la question de la recherche scientifique en matière de pêche avec un programme régional de recherche scientifique sur les différentes espèces de poissons, l'état du stock en y intégrant la recherche sur le phénomène d'acidification des océans, la lutte régionale contre la pêche INN (pêche Illicite, Non déclarée et Non réglementée), le programme régional de surveillance de la pêche et les

obligations des états en matière de surveillance de la pêche et l'utilisation des équipements de surveillance et les exercices conjoints de lutte contre la pêche INN. Il faut souligner qu'après le Togo, la ministre ghanéenne Mavis Hawa Koomson s'est également rendu au Bénin toujours dans le cadre de cette mission sous la facilitation du Comité des Pêches du Centre-Ouest du Golfe de Guinée (FCWC).

ECO & FINANCES

Journal d'informations, d'investigations économiques,

financières et boursières

Email : ecofinances.infos@gmail.com

Site web : www.ecofinances.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par L'agence de Presse ECO & FINANCES

N. RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Adresse : rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'école cour lumière - Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Bernard D. AFAWOUBO

00228 90 90 49 83

Chef d'édition

Eyram AKAKPO

00228 93 64 07 85

Rédacteurs

Keziah KPATIDE

SALLAH Patience

Yves ATCHANOUVI

Kodji GATOR JOE

Direction commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

FOLIKOUE ATA K. Achille

Imprimerie

TOGO V.SPRINTS

Tirage: 3000

Société financière internationale

Un burundais nommé directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest

La Société financière internationale (SFI ou IFC), a officiellement annoncé le 4 novembre 2022, la nomination de Olivier Buyoya au poste de directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest.

● Egram AKAKPO

Olivier Buyoya dans ses nouvelles fonctions, va couvrir 13 pays de la région et va diriger la stratégie ainsi que les activités de la Société financière internationale visant à soutenir le développement du secteur privé et la création d'opportunités. Il travaillera en étroite collaboration avec la Banque mondiale, les partenaires au développement et les acteurs des secteurs public et privé afin de renforcer les programmes d'investissement et de services-conseils d'IFC dans cette région qui dispose d'un grand potentiel d'investissement, de création d'emplois et de croissance, mais qui fait aussi face à un certain nombre de défis, y compris l'inflation, l'insécurité alimentaire et le changement climatique. De nationalité burundaise, le nouveau directeur régional a occupé divers postes de direction au cours de ses 15 ans de carrière à IFC. Il mettra à profit sa vaste expé-



Olivier Buyoya directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest.

rience dans le domaine du développement international dans son nouveau poste qui sera basé à Dakar, au Sénégal. Avant de prendre ses nouvelles fonctions, Olivier Buyoya était représentant régional d'IFC pour le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Niger, un poste dans lequel il a supervisé la

mise en œuvre de projets de développement à fort impact et aidé IFC à mobiliser 2 milliards de dollars d'investissements. « Je me réjouis d'assumer ces nouvelles fonctions et je suis impatient de contribuer à renforcer le soutien d'IFC en Afrique de l'Ouest, une région dynamique au potentiel immense. Bien que l'Afrique de l'Ouest

soit confrontée à des défis locaux et mondiaux, il est possible d'aider les pays de la région à bâtir des économies plus fortes et plus durables en renforçant les investissements du secteur privé, notamment dans des secteurs clés comme l'agriculture, les énergies vertes et l'économie numérique », a déclaré Olivier Buyoya.

Pour le vice-président d'IFC pour l'Afrique, Sérgio Pimenta, « les compétences personnelles et professionnelles d'Olivier Buyoya sont un véritable atout pour ce poste important. Je suis convaincu qu'il contribuera activement, en tant que nouveau directeur régional pour l'Afrique de l'Ouest, à la réalisation de projets qui soutiendront le développement du secteur privé et la création d'opportunités, dans l'ensemble des 13 pays qu'il couvrira ». Avant de rejoindre IFC, le nouveau directeur régional a travaillé pour BNP Paribas Fortis à Bruxelles, en Belgique. Il est titulaire d'un master en gestion de la Reims Management School en France. En Afrique de l'Ouest, IFC s'attèle à soutenir les chaînes de valeur agro-industrielles, à combler les déficits en matière d'infrastructures et de connectivité, à promouvoir l'inclusion numérique, à soutenir l'accès au logement abordable, à renforcer

le secteur de la santé, à favoriser le développement de l'industrie manufacturière et à accroître le financement pour les micro, petites et moyennes entreprises. Pour rappel, la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. Elle est active dans plus de 100 pays et consacre son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et de débouchés dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2022, IFC a engagé un montant record de 32,8 milliards de dollars au profit de sociétés privées et d'institutions financières dans des pays en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée dans des économies aux prises avec les conséquences d'une conjonction de crises mondiales.

COP27

La BOAD présente au Pavillon West Africa

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), a annoncé le 4 novembre 2022, qu'elle prendra part à la 27ème édition de la Conférence des Parties (COP 27), qui se tiendra du 7 au 18 novembre 2022 à Sharm el-Sheikh, en Egypte.

● Ilona E.



La conférence organisée par le Secrétariat Exécutif de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques

(CCNUCC), réunit plus de 35 000 participants, dont des représentants d'états signataires et du secteur privé, des investisseurs,

des institutions de financement du développement, des délégations d'ONG et d'associations engagées pour le développement. L'objectif principal de la

CNUCC est la stabilisation des concentrations de Gaz à Effet de Serre (GES) à un niveau tel qu'il empêcherait toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique. Pour rappel, l'Accord de Paris de 2015 entend limiter le réchauffement de la planète de deçà 1,5 °C. La COP27 de Sharm el-Sheikh devra donc permettre aux parties prenantes de faire le point sur l'état de mise en œuvre des actions entreprises, et de réitérer leurs engagements pris dans le cadre des Accords précédents, notamment le Pacte de Glasgow, en Ecosse. Également à l'ordre du jour, la Finance Climat, outil

de lutte contre le changement climatique dans les pays pauvres, qui édictera ses principes et les enjeux majeurs qu'elle polarise. Les pays les plus pauvres sont ceux qui polluent le moins, mais qui subissent, le plus, les conséquences du changement climatique. Concernant les pays de l'UEMOA, les chocs climatiques, aux effets dévastateurs, mettent en péril les perspectives de développement des états : augmentation des températures, changements dans les régimes pluviométriques, occurrence plus fréquente et plus intense d'événements climatiques extrêmes, perte accélérée de la biodiversité, éro-

sion des terres, élévation du niveau de la mer...etc. A ce titre, et aux côtés de ses partenaires, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et le Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) sera présente à la COP27 de Sharm el-Sheikh, avec une délégation de haut niveau, conduite par son Président, Serge Ekue, et les équipes techniques en charge de l'action climatique.

Millennium Challenge Corporation (MCC)

Le Togo valide 14 indicateurs sur 20 pour 2023

Le Togo a validé 14 indicateurs sur 20, c'est ce que révèle la carte des scores pour l'année 2023 du programme Millennium Challenge Corporation (MCC) publié le vendredi 04 novembre 2022 par la Cellule Millennium Challenge Account-Togo (MCA-Togo).

● SALLAH Patience



En course vers le Programme Compact, au titre de l'année 2023, le pays a validé 14 indicateurs sur 20 du Millennium Challenge Corporation (MCC). Selon les résultats, le pays de Faure Essozimna Gnassingbé satisfait 3 critères d'éligibilité au programme compact. Le Togo tout comme les autres pays a été évalué dans trois catégories notamment dans la catégorie « Liberté économique », le Togo a validé l'indicateur Inflation qui permet de mesurer l'engagement du gouvernement pour une politique monétaire saine avec une moyenne de 4,3. Malgré les 14 indicateurs validés contre 15 en 2022, le Togo demeure un bon élève sur le continent africain en matière de réformes et d'amélioration du climat des affaires et ce pour la 7ème année consécutive. Le Pays maintient ainsi sa bonne place selon la carte des scores qui vient

d'être rendue publique. Dans la catégorie « Liberté économique », le Togo a validé des indicateurs Qualité de la régulation à 75%, politique commerciale à 79%, respect de l'équité du genre à 87%, Droits fonciers à 98%, Accès au crédit 83% et opportunités d'emploi chiffrée à 65%. L'indicateur « Création d'entreprises » a été remplacé dans la carte des scores 2023 par l'introduction d'un nouvel indicateur « Opportunités d'emploi ». Selon Stanislas Baba, Coordonnateur du MCA-Togo, ce changement s'explique par la suspension du rapport Doing Business de la banque mondiale. Dans la catégorie « Bonne gouvernance », l'indicateur Libertés civiles s'en sort avec un score de 27, la moyenne étant 25 ; Contrôle de la corruption (71%) ; Efficacité des pouvoirs publics (73%) ; Etat de

droit (77%) ; Liberté d'information (73%). Dans cette catégorie, la case des droits politiques qui mesure la performance d'un pays par rapport à la qualité du processus électoral, le pluralisme politique et la participation, la transparence et la corruption au niveau du Gouvernement, et le traitement politique équitable des groupes ethniques est au rouge avec un score de 15, le minimum requis étant 17. Dans la catégorie Investissement dans le capital humain, l'indicateur en lien avec les dépenses dans l'éducation primaire est estimé à 63%, le taux d'achèvement de l'éducation primaire des filles à 69%. 4 cases sont au rouge dans cette catégorie : les dépenses en santé, 30%, la protection des ressources naturelles, 47%, le taux d'immunisation, 48% et la santé infantile, 29%. « Ce score est la preuve que le Togo s'est réso-

lument engagé dans un processus profond de transformation, soutenu par la volonté politique et l'engagement au plus haut niveau de l'Etat de maintenir le cap des réformes, notamment celles relatives à la consolidation de la démocratie, la paix, la lutte contre la corruption et la promotion d'une crois-

sance économique inclusive et durable conformément à la vision de la Feuille de route gouvernementale 2020-2025 », a indiqué Stanislas Baba. Les informations précises que, sur les 6 dernières années, les scores du Togo au MCC sont les suivants : 2016 : 10 indicateurs sur 20 ; 2017 : 12 indicateurs

; 2018 : 12 indicateurs ; 2019 : 14 indicateurs ; 2020 : 14 indicateurs ; 2021 : 15 indicateurs ; 2022 : 15 indicateurs. C'est la constance dans l'ambition ; des scores significatifs devant permettre au pays de bénéficier normalement du Compact, selon le coordonnateur de la cellule MCA -Togo.

17ème Foire Internationale de Lomé

Kodzo ADEDZE constate l'état d'avancement des travaux

Le ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodzo ADEDZE a effectué une le mercredi 2 novembre 2022, une visite de terrain pour constater l'état d'avancement des travaux d'aménagement du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF).

● SALLAH Patience



En prélude de la 17ème Foire Internationale de Lomé qui se tiendra du 30 novembre au 18 décembre 2022, le ministre en charge du commerce, de l'industrie et de la consommation locale a visité le site du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF). Cette visite a été une occasion pour le ministre de constater l'état d'avancement des travaux d'aménagement dudit centre. Sur les lieux, le ministre a félicité l'avancée des travaux. Le ministre en charge du commerce, de l'indus-

trie et de la consommation locale a émis le vœu que cette 17ème Foire Internationale de Lomé soit bien organisée, réussie et meilleure que celle des précédentes. Selon Comlan Yakpey, directeur par intérim du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF), tous les travaux seront réalisés d'ici quelques semaines. En effet, à cause de la pandémie liée au coronavirus, le site de Togo 2000 a fermé ses portes au public. L'ouverture cette année pour le compte de

la 17ème la Foire Internationale de Lomé, nécessite un réaménagement du site afin de lui donner un nouveau look plus attractif afin que l'événement foirain se déroule dans les meilleures conditions. Par ailleurs, depuis 2014, le pavillon Fazao a été fermé mais elle sera ouvert pour le bien des exposants artisans et du public. Notons que le pavillon Fazao qui, fermé depuis 2014 va réouvrir ses portes pour le plus grand bonheur des exposants artisans.



BRVM 10 160,61

Variation Jour - 0,27 %

Variation annuelle + 4,63 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

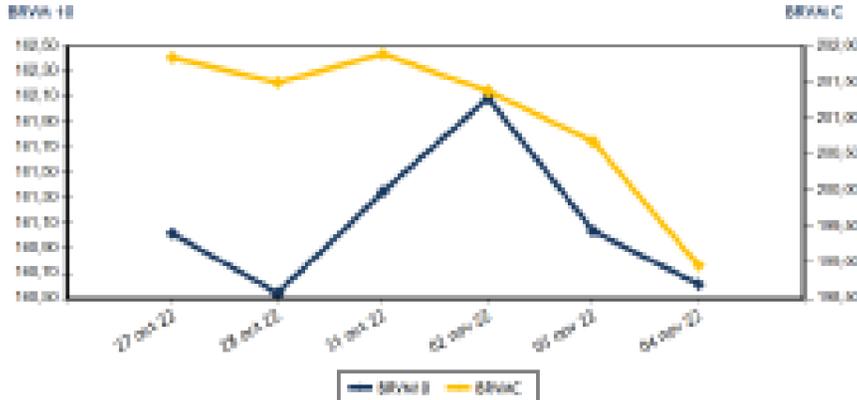
N° 637 vendredi 4 novembre 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 160,98

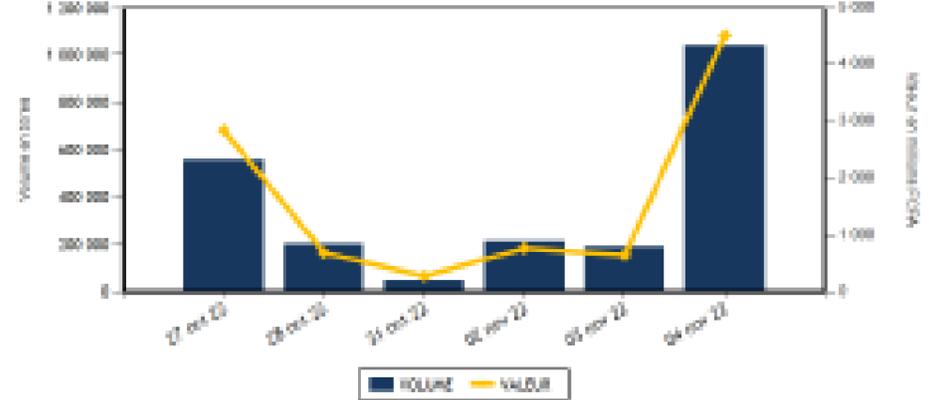
Variation Jour - 0,86 %

Variation annuelle - 1,64 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (PCOM) (Actions à la hausse)	5 988 730 275 553	-0,86 %
Valeur décaugée (DCAUG) (Actions à la hausse)	838 337	384,58 %
Valeur échangée (PECH) (Actions à la hausse)	2 490 043 190	377,63 %
Nombre de titres échangés	43	60,26 %
Nombre de titres en hausse	8	-37,27 %
Nombre de titres en baisse	27	50,00 %
Nombre de titres inchangés	8	-30,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (PCOM)	8 783 135 306 881	0,00 %
Valeur décaugée	303 848	640,00 %
Valeur échangée (PECH)	2 028 433 950	1 432,30 %
Nombre de titres échangés	10	11,11 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	9	125,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANQUE AFRIQUE SAH (BANS)	6 300	5,53 %	25,20 %
SUCRINOR (SUCR)	1 320	3,83 %	27,08 %
ECONOMIE COTE D'IVOIRE (ECON)	4 450	3,13 %	3,48 %
SAB CI (SABC)	6 600	1,47 %	0,00 %
TOTAL SA (TTLA)	2 600	0,58 %	31,68 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIMA CI (SABC)	106 400	-7,47 %	-31,79 %
SACR CI (SABC)	5 045	-7,47 %	66,11 %
SETPA CI (STAC)	605	-7,18 %	23,87 %
ARLUCI (ARUC)	600	-6,98 %	-60,61 %
SARCA CI (SABC)	600	-6,98 %	-5,88 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,87	-2,58 %	-4,58 %	6 414	35 035 015	27,46
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	468,43	-0,25 %	4,34 %	34 203	462 134 345	4,34
BRVM - FINANCES	15	73,14	-0,30 %	-3,17 %	79 598	179 050 045	7,10
BRVM - TRANSPORT	2	390,63	-3,41 %	-37,31 %	2 447	4 000 570	6,25
BRVM - AGRICULTURE	5	206,35	-1,05 %	21,76 %	41 363	264 460 410	5,47
BRVM - DISTRIBUTION	7	382,41	-1,25 %	-6,14 %	672 479	1 557 615 305	28,11
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 116,66	-7,48 %	25,87 %	2 444	1 944 500	10,87
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen de marché	7,94	
Taux de rendement moyen du marché	7,41	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,71	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 048 384,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 010 988 987,25	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Rendement moyen de liquidité	20,31	
Rendement moyen de satisfaction	27,42	
Rendement moyen de tendance	135,01	
Rendement moyen de couverture	74,07	
Taux de rotation moyen du marché	0,08	
Prime de risque du marché	6,70	
Nombre de SOI participations	26	

Différentiels

Valeur moyenne annuelle par séance
 Valeur moyenne annuelle par séance
 Valeur moyenne annuelle par séance

- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance
- Valeur moyenne annuelle par séance

Indicateurs

Rendement moyen de liquidité
Rendement moyen de satisfaction
Rendement moyen de tendance
Rendement moyen de couverture
Taux de rotation moyen du marché
Prime de risque du marché
Nombre de SOI participations

- Rendement moyen de liquidité
- Rendement moyen de satisfaction
- Rendement moyen de tendance
- Rendement moyen de couverture
- Taux de rotation moyen du marché
- Prime de risque du marché
- Nombre de SOI participations











African Investment Forum

L'Afrique demeure attractive pour les investisseurs

Le continent africain dispose d'énormes potentialités et reste une destination attractive pour les investisseurs, malgré des contextes nationaux complexes et les changements géopolitiques.



L'Afrique fait face à des chocs exogènes qui impactent négativement sa croissance et son développement socioéconomique. La pandémie du Covid-19 a notamment compromis la croissance soutenue qu'enregistrait le continent depuis un quart de siècle et la guerre russo-ukrainienne fait peser la menace d'une crise alimentaire aiguë sur les populations africaines. Ce sont là quelques-uns des points relevés jeudi 3 novembre 2022, lors d'une session organisée à l'occasion de la troisième édition de l'Africa Investment Forum, qui se tient du 2 au 4 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Intitulée « Commerce et

investissement - Comment l'Afrique peut-elle être plus compétitive dans un contexte mondial ? », la session a été marquée par des déclarations préliminaires du ministre ivoirien chargé du Commerce, de l'Artisanat et des Petites et moyennes entreprises, Souleymane Diarrassouba, du président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) Benedict Okey Oramah, et du secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine Wamkele Mene. Un panel a ensuite réuni Admassu Tadesse, président de la Trade and Development Bank (la banque de commerce

et de développement de l'Afrique de l'Est), Rajakumari Jandhyala, présidente de YAATRA Ventures (une plateforme qui offre aux investisseurs une approche particulière pour déployer des capitaux dans l'énergie, les infrastructures et les opportunités à valeur ajoutée en Afrique et sur les marchés émergents), Mohan Vivekanandan, directeur de la Development Bank of Southern Africa (banque de développement d'Afrique du Sud) et Bernard Ayité, président-directeur général d'Obara Capital (un fond d'investissement qui offre des solutions et des financements alternatifs aux entreprises

et aux pays africains). Avec une population majoritairement jeune, un quart de la population mondiale qui devrait vivre en Afrique d'ici à 2050 et la Zone de libre-échange continentale africaine qui progresse, le potentiel du continent dans l'économie mondiale augmente. Le continent recèle 65 % des terres arables non exploitées du monde, des minéraux dont certains (cobalt, lithium) sont indispensables pour la production de batteries, et est leader mondial pour certains produits agricoles (cacao, café, coton, huiles essentielles, acajou). L'Afrique affiche des coûts de production relativement bas, a souligné le ministre Souleymane Diarrassouba : « L'Afrique est la région la plus rentable au monde, d'après l'OCDE. Les investisseurs du continent et d'ailleurs doivent saisir ses opportunités d'investissements énormes », a-t-il souligné. Le président d'Afreximbank a plaidé pour que change enfin le discours qui tend à marginaliser le continent et appelé les pays africains à redou-

bler d'efforts pour que la zone de libre-échange devienne totalement opérationnelle. Et ne plus être à la traîne en matière d'intégration régionale par rapport aux autres régions du monde. Représentant un marché de 1,3 milliard de consommateurs, cette zone de libre-échange va rendre le continent plus compétitif à l'échelle mondiale pour les investissements étrangers directs et libérer les flux commerciaux, a argué Wamkele Mene, avant de souligner que certains coûts des transactions avaient déjà baissé, depuis l'entrée en vigueur de l'accord. Il a annoncé la tenue de la 3e Foire commerciale interafricaine, ce mois de novembre à Abidjan. Selon lui, les pays africains doivent développer les chaînes de valeur dans des secteurs productifs comme l'agriculture, les mines ou l'énergie. Les responsables d'établissements bancaires et financiers ont, quant à eux, mis l'accent sur la manière dont le continent peut tirer parti de politiques commerciales ambitieuses et des innovations dans les services financiers, pour faciliter

les flux de capitaux vers des projets de développement. Ils ont souligné les progrès importants réalisés par les institutions bancaires en matière d'investissement dans les infrastructures. Le patron de la Trade and Development Bank a cité des investissements dans des projets gaziers au Mozambique et d'énergie thermique en Tanzanie. « L'espoir est permis. Le niveau de collaboration et de cofinancement est élevé », a assuré Admassu Tadesse. YAATRA Ventures a fait cas de ses investissements dans la sécurité énergétique en Ouganda, soulignant que la perception des risques par les investisseurs africains diffère de celle des investisseurs occidentaux. Si les institutions financières africaines ont un vrai rôle à jouer pour les investissements à long terme sur le continent, il revient aux pays africains de créer un environnement propice pour attirer les investissements nationaux et internationaux, sont convenus les panélistes.

Cameroun-Nigéria

Inauguration du pont de la Cross River pour doper les échanges

Le Cameroun et le Nigéria ont inauguré ce jeudi 3 novembre un pont frontalier de 408 mètres sur le fleuve Cross River qui sépare les deux pays. Reliant l'arrondissement d'Eyumodjock dans le Sud-Ouest du Cameroun à la localité de Mfum dans l'État de Cross River au Nigéria, cet ouvrage de 22,4 milliards de FCFA (33,4 millions de dollars) a été financé par les deux entités avec le concours de la Banque africaine de développement.

Plusieurs infrastructures connexes ont également été construites notamment les tronçons Bamenda-Mamfe-Ekok (198 km) au Cameroun, Enugu-Abakaliki-Mfum (238 km) au Nigéria ainsi qu'un poste de Contrôle Unique Frontalier (PCUF) à Mfum, doté de plusieurs scanners pour gros porteurs.

Le pont sur la Cross River va permettre de fluidifier et régulariser les échanges commerciaux entre ces deux pays voisins qui partagent plus de 1 500 km de frontières maritime et terrestre. Officiellement, le poids des échanges commerciaux entre ces deux pays voisins représente environ 45 milliards de FCFA soit moins de 1%

du commerce extérieur du Cameroun au cours de l'année 2020. Mais selon l'institut national de la statistique, ces chiffres sont trompeurs car l'essentiel des transactions s'effectuent via les circuits de contrebande grâce notamment à la porosité des frontières. Cap sur la CEDEAO mais ... La construction du pont

et de ses connexions routières a débuté en 2018. Il s'agit d'une infrastructure critique, la dernière manquante d'un couloir de transport stratégique de 400 km reliant les régions d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Outre le Nigeria, les autorités camerounaises voient surtout en cette infrastructure une porte

d'entrée sur le vaste marché de la CEDEAO (386,8 millions d'habitants). Ce qui suppose que le pays se doit de diversifier son offre, a rappelé le ministre camerounais des travaux publics. Pour l'heure, les exportations camerounaises demeurent très peu diversifiées et sont constituées à 86,6% de produits primaires, selon

l'INS. Il s'agit du pétrole brut (41,8%), du cacao brut en fèves (12,1%), du gaz naturel liquéfié (11%), des bois sciés (7,0%), du coton brut (5,4%), des bois bruts en grume (3,6%), des produits transformés du cacao (3,3%) et de l'aluminium brut (2,4%).

RGPH-5

Le bien-fondé du recensement

Le Togo a démarré depuis le 23 octobre dernier le cinquième recensement général de la population et de l'habitat. Plusieurs togolais confondent ce recensement et les autres d'où la réticence de quelques-uns

● SALLAH Patience



Dans l'optique de planifier un meilleur futur pour tous les togolais, il est important de recueillir des données à travers le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH). Après le quatrième recensement général de la population et de l'habitat réalisé en 2010, le Togo a entamé depuis le 23 octobre dernier le cinquième. Ainsi, tout togolais doit se faire recenser afin de participer à la planification d'un meilleur futur pour tous. Chacun doit jouer sa partition puisque se faire recenser est un devoir civique. Il est primordial de réserver un bon accueil aux agents recenseurs et répondre avec sincérité aux questions. En effet, le recensement général de la population et de l'habitat est la plus grosse opération de collecte des données sur les populations et l'habitat et se réalise tous les 10 ans. Le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) permet de savoir combien de personnes vivent au Togo. Il fournit également des informations sur les caractéristiques de la population : âge, profession, moyens de transport utilisés, conditions de logement. Ainsi, c'est grâce aux informations collectées que l'État togolais fera ses planifications pour l'amélioration des

conditions de vie des togolais dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi, de l'accès à l'eau et assainissement, et autres. Au plan technique, l'opération va permettre de disposer des indicateurs nécessaires au suivi et à l'évaluation des agendas nationaux tels que la feuille de route gouvernementale 2020-2025 et les agendas internationaux notamment les ODD, l'agenda 2063 de l'Union africaine, etc. Elle permettra également de connaître la situation sociale de la population, y compris celle des populations vulnérables, notamment les personnes vivant avec un handicap, les orphelins, les personnes âgées et les femmes à des niveaux géographiquement désagrégés. De plus, le RGPH-5 va apporter des réponses aux questions de développement et de lutte contre la pauvreté telles que : dix ans après le RGPH-4, combien sommes-nous au Togo ? Où vivons-nous ? Comment vivons-nous ? Ainsi, le RGPH fournira un véritable vivier d'informations permettant de mieux orienter les politiques économiques et sociales, et aussi d'en assurer le suivi-évaluation. Il faut préciser que le recensement général de la population et de l'habitat n'est pas à confondre avec les autres recensements comme le recensement électoral qui

concerne uniquement les Togolais âgés de 18 ans et plus et le recensement fiscal qui est exclusivement géré par l'Office togolais des recettes (OTR) dont la mission n'est pas à confondre avec celle de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED.) La particularité de ce 5ème RGPH avec les précédents est à relever au niveau de l'outil utilisé pour la collecte des données. Contrairement aux autres précédents où c'est le questionnaire papier qui a été utilisé, pour ce 5ème, ce sont les tablettes munies de GPS qui sont utilisées. Et les 15 000 agents sont chacun doté d'une tablette pour la collecte des données qui sont ensuite transmises directement sur un serveur. L'avantage de l'utilisation des tablettes est que cela permet de collecter rapidement les informations et de limiter au maximum les risques d'erreurs avec le paramétrage des tablettes qui n'acceptent pas l'enregistrement des erreurs et les aberrations. Dans le cadre de ces travaux de dénombrement, les agents recenseurs identifiables par leurs badges et gilets passeront de maison en maison pour recenser toute la population y compris celles des communautés étrangères vivant au Togo. Accueillons les biens et répondons

avec sincérité à toutes les questions parce que tout le monde compte. Soulignons que ce recensement n'est pas le recensement des Togolais uniquement. C'est un recensement général de la population y compris celles des communautés étrangères qui résident au Togo. Ainsi, on recense tous les individus sans distinction de nationalité, d'âge, de sexe ainsi que leurs logements. Les communautés étrangères sont recensées par qu'elles fréquentent par exemple, nos hôpitaux, leurs enfants fréquentent nos écoles et pour les besoins de la planification dans tous les domaines, il est

clair que toutes ces communautés comptent aussi. Les compatriotes qui vivent hors du Togo seront comptés dans leurs pays d'accueil le jour où ces pays feront leur recensement. L'article 12 de la loi N°2011-014 portant organisation de l'activité statistique au Togo promulguée le 03 juin 2011, dispose que, « Les personnes physiques et morales sont tenues de répondre, avec exactitude, à tous les questionnaires des enquêtes et recensements statistiques prévus dans le programme statistique national ». De ce point de vue, il est obligatoire de se faire recenser. Il est cepen-

dan important de préciser que les informations recueillies seront traitées dans l'anonymat et la confidentialité conformément à cette même loi statistique en vigueur au Togo. Pour la planification du développement pour les dix prochaines années au Togo, c'est tout le monde qui gagne notamment le Gouvernement, les partenaires techniques et financiers, les communes, les acteurs de développement, le secteur privé, pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes et plans de développement.

Santé

Le Togo dispose désormais d'un centre de traitement du cancer.

Un centre international de cancérologie inauguré à Lomé Par Pr Moustafa MIJIYAWA.

Le Centre international de cancérologie de Lomé (CICL) sis à Amadahomé dans la Commune du Golfe 5 a été inauguré ce jeudi 03 novembre 2022 par le Ministre de la Santé, de l'Hygiène Publique et de l'Accès Universel aux Soins, Professeur Moustafa MIJIYAWA, en présence des membres du gouvernement, de plusieurs autorités politiques, religieuses, traditionnelles et les partenaires techniques et financiers et d'éminents spécialistes de la cancérologie venue de par le monde. Considéré comme l'un des plus grands et équipés centres de cancérologie dans la sous-région, le Centre international de cancérologie de Lomé (CICL) abrite des spécialités comme la radiothérapie, la chimiothérapie, l'imagerie, le dépistage et la prévention et les soins de supports. Membre d'un groupe des experts de France, du Sénégal et du Rwanda dans le traitement du cancer

avec plus de 500 000 patients traités, ce centre fera d'Amadahomé, un hub hospitalier de dimension internationale. Le Centre international de cancérologie de Lomé (CICL) est un centre de lutte contre tous les types de cancer. Sa mission est d'offrir aux patients du Togo et de la sous-région, des traitements aux standards internationaux, et ce à l'aide d'un personnel qualifié et des appareils de dernière génération. Il dispose également de plusieurs appareils dont celui de radiothérapie avec une technologie VMAT. Cet appareil est la dernière avancée technique en matière de radiothérapie et permet de traiter spécifiquement la lésion de cancer tout en évitant les organes avoisinants. La directrice du centre a par ailleurs, félicité le Chef de l'État pour son implication particulière dans la réalisation de ce projet et le remercie pour les dispositions prises en vue d'une éventuelle subvention des coûts de

traitement du cancer. Le ministre Moustafa MIJIYAWA, a pour sa part, au nom des du Chef de l'Etat et du Gouvernement salué la mise en place de centre et félicité les promoteurs de cette œuvre qui selon lui, vient à point nommé. Selon lui cette initiative vient s'ajouter à l'armada sanitaire mis en place par le chef de l'Etat pour l'amélioration de la santé des populations. Il a également invité les populations à tirer meilleure partie de ce centre. Pour rappel, en 2020, sur le plan mondial, on a enregistré 19 millions de nouveaux cas de cancer avec 10 millions de décès. Le Togo, à la même période, a enregistré 5208 nouveaux cas avec 3468 décès. Dans la prise en charge des cancers et pour une meilleure survie après traitement, 70 -75% des patients doivent bénéficier obligatoirement de la radiothérapie. Service de Communication du MSHPAUS

C'est Reparti!

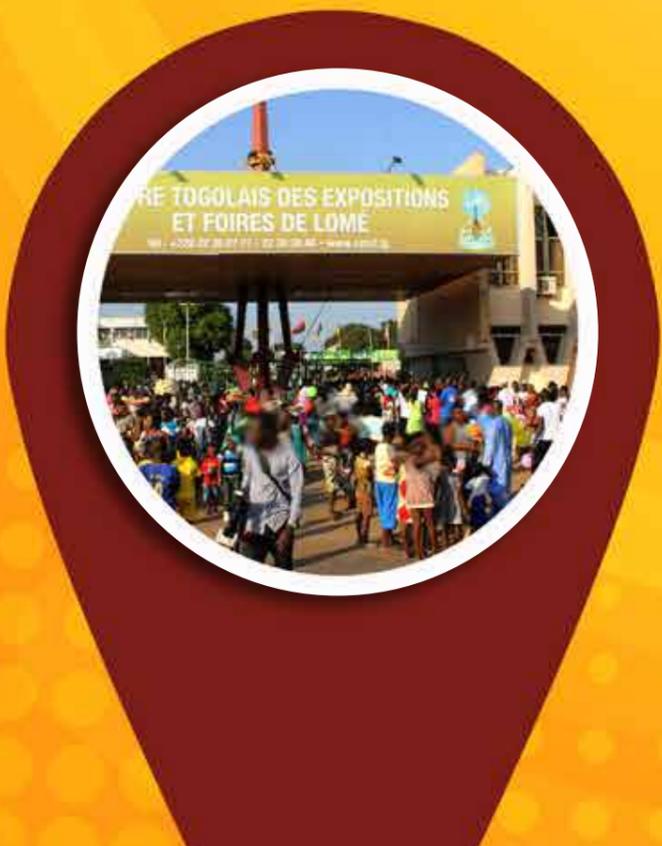
30 Nov. - 17^{ème}
18 Déc.
2022

Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités



THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19




+1000 EXPOSANTS


+300 000 VISITEURS


90 000 M² D'ESPACE



CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg



Activité sous strict respect des mesures barrières au Covid 19